



# ALIMENTATION ET SANTÉ : DÉCRYPTAGE

UN EXAMEN DES PRATIQUES, DE  
L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DES RAPPORTS  
DE FORCE POUR CONSTRUIRE DES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES PLUS SAINS

SYNTHÈSE

---

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Le présent rapport a été réalisé par IPES-Food à la demande de l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. Il vise à développer une compréhension des enjeux liés à la réforme des systèmes alimentaires, à informer chacune des fondations membres et à guider l'action collective de l'Alliance mondiale. Celle-ci a choisi de le mettre à disposition de la communauté au sens large afin de contribuer à la réflexion et à la discussion sur la réforme des systèmes alimentaires durables. Le contenu du présent rapport est le travail d'auteur-e-s indépendant-e-s et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Alliance mondiale ou de l'un de ses membres.

Date de publication : Octobre 2017 © IPES-Food



Cet ouvrage est sous licence Creative Commons  
Attribution - Pas d'utilisation commerciale 4.0 International.

## CITATION :

IPES-Food, Alimentation et santé : Décryptage. Un examen des pratiques, de l'économie politique et des rapports de force pour construire des systèmes alimentaires plus sains, Global Alliance for the Future of Food et IPES-Food, 2017.

Le présent document a été traduit à partir de la publication originale en langue anglaise, disponible à l'adresse [www.futureoffood.org](http://www.futureoffood.org).

Cette traduction a été financée par:



---

## AUTEUR-E-S DU RAPPORT

Auteure principale chargée de la coordination : Cecilia Rocha  
Responsable éditorial : Nick Jacobs

## GROUPE DE TRAVAIL D'IPES-FOOD

Molly Anderson, Olivier De Schutter, Emile Frison, Corinna Hawkes, Desmond McNeill et Olivia Yambi.

## RÉVISEUR-E-S

Jessica Fanzo, Claire Fitch, Michael Hamm, James Hughes, Carolyn Hricko, Shiriki Kumanyika, Robert Martin, Maria Oria, Nadia Scialabba et Boyd Swinburn.

---

## À PROPOS D'IPES-FOOD

Créé en 2014, le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), vise à éclairer le débat politique sur la réforme des systèmes alimentaires, en effectuant des travaux de recherche, et en s'engageant directement dans les processus politiques à travers le monde. Il réunit des agronomes, des spécialistes de l'environnement, des nutritionnistes, des sociologues et des économistes du développement, ainsi que des représentants d'ONG et de mouvements sociaux.

[www.ipes-food.org](http://www.ipes-food.org)

---

## À PROPOS DE L'ALLIANCE MONDIALE POUR L'AVENIR DE L'ALIMENTATION

L'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation (Global Alliance for the Future of Food) est une alliance stratégique composée de fondations philanthropiques qui travaillent ensemble et avec d'autres acteurs dans le but de transformer les systèmes alimentaires aujourd'hui et pour les générations futures.

[www.futureoffood.org](http://www.futureoffood.org)

---

## MESSAGES CLÉS

- 1. Outre leurs nombreux effets positifs, nos systèmes alimentaires ont des retombées considérables sur la santé, et génèrent d'importants coûts humains et économiques.** Les impacts négatifs des systèmes alimentaires sur la santé humaine peuvent provenir : 1) de mauvaises conditions de travail dans le secteur agroalimentaire, 2) d'une exposition à des agents polluants présents dans l'eau, l'air et le sol, 3) d'aliments contaminés, 4) de régimes alimentaires déséquilibrés, et 5) d'un manque d'accès à une alimentation saine et de qualité.
- 2. Il est urgent et primordial de procéder à la réforme des systèmes agricoles et alimentaires pour protéger la santé humaine.** Les plus graves impacts sanitaires des systèmes alimentaires proviennent, en majorité, des pratiques agricoles et agroalimentaires industrielles, telles que l'utilisation intensive de produits chimiques, l'élevage intensif, la production et commercialisation de masse d'aliments ultra-transformés ou le développement de chaînes d'approvisionnement mondiales en produits de base, longues et dérèglementées.
- 3. Les impacts sanitaires des systèmes alimentaires sont interconnectés, se renforcent mutuellement et sont complexes — mais nous sommes suffisamment informés pour agir.** Les retombées négatives des systèmes alimentaires interfèrent avec d'autres variables, telles que le changement climatique, les conditions insalubres et la pauvreté, elles-mêmes résultant en partie des systèmes alimentaires et agricoles actuels. Cette complexité est réelle et pose de multiples problèmes, mais ne saurait justifier l'inaction.
- 4. Les individus les plus affectés par les conséquences néfastes des systèmes alimentaires manquent de visibilité et de pouvoir, ce qui engendre d'importantes zones d'ombre dans la base de connaissances.** En effet, la précarité des conditions de travail, qui caractérise les systèmes alimentaires mondiaux, invisibilise les personnes sujettes aux risques les plus graves, qui ne sont ni vues, ni entendues. Ce manque d'information empêche une compréhension plus exhaustive des différents impacts sanitaires et réduit la probabilité que ces problèmes soient traités en priorité sur le plan politique. Par conséquent, les populations marginalisées continuent à être exposées à d'importants risques sanitaires.
- 5. Le pouvoir — d'être visible, de formuler des propositions, de définir les termes du débat et d'influencer les trajectoires politiques — est au cœur du lien qui unit alimentation et santé.** Le modèle alimentaire et agricole industriel, qui engendre systématiquement des impacts négatifs sur la santé, génère également des rapports de force inégaux. Ceci permet aux acteurs les plus puissants, tels que le secteur privé, les gouvernements et les bailleurs de fonds, de définir les termes du débat. Les solutions qui prévalent dissimulent les répercussions sociales et environnementales des systèmes alimentaires industriels, omettent de traiter les causes fondamentales des impacts sanitaires et creusent les inégalités socio-économiques déjà existantes.

6. Les structures de gouvernance et de recherche actuelles sont inadaptées pour répondre aux risques, à la fois corrélés et systémiques, qui émanent de nos systèmes alimentaires. Les cloisonnements disciplinaires dans les domaines politiques et scientifiques entravent la compréhension et la gestion de ces risques. Par conséquent, **des mesures urgentes sont nécessaires pour réformer les pratiques des systèmes alimentaires et transformer la manière dont nous recueillons et transmettons les connaissances, dont nous développons une compréhension des enjeux, et dont nous définissons les priorités.** Les démarches nécessaires à la mise en place de ponts interdisciplinaires entre sciences et politique sont tout aussi importantes que les mesures visant à réformer le fonctionnement des systèmes alimentaires.
7. **Il est essentiel que les données sur les impacts des systèmes alimentaires continuent à croître, mais un nouveau cadre de lecture est nécessaire pour interpréter et comprendre la complexité de ces données, et pouvoir agir en conséquence.** La réforme des systèmes alimentaire devra être informée par une diversité d'acteurs, de sources de savoirs et de disciplines ; et devra être fondée sur une base de connaissances solide, conforme, cohérente, et collectivement amandée.
8. **Cinq leviers interdépendants ont été identifiés pour construire des systèmes alimentaires plus sains :** 1) promouvoir une réflexion sur les systèmes alimentaires à tous les niveaux ; 2) réitérer que la recherche scientifique relève de l'intérêt général et incombe au domaine public ; 3) mettre en lumière les impacts positifs des systèmes alimentaires alternatifs ; 4) adopter le principe de précaution ; et, 5) développer des politiques alimentaires intégrées régies par une gouvernance participative.
9. **La construction de systèmes alimentaires plus sains représente une tâche monumentale qui exige des mécanismes plus démocratiques et plus cohérents en matière de gestion des risques et de gouvernance des systèmes alimentaires.** Une multitude d'acteurs — décideurs politiques, petites et grandes entreprises du secteur privé, prestataires de soins de santé, groupes environnementalistes, organismes de défense des droits des consommateurs, agriculteurs, travailleurs du secteur agroalimentaire, et citoyens — doivent collaborer et se partager la responsabilité de cet effort.





---

## RÉSUMÉ

### ALIMENTATION ET SANTÉ: DÉCRYPTAGE

#### Un examen des pratiques, de l'économie politique et des rapports de force pour construire des systèmes alimentaires plus sains

**Les systèmes alimentaires affectent la santé humaine au travers de multiples mécanismes interconnectés, et engendrent d'importants coûts humains et économiques.** Cependant, sans approche systémique, sans vue d'ensemble, les multiples connexions sont occultées, et les causes profondes des problèmes de santé sont laissées pour compte. Les impacts négatifs sur la santé sont trop souvent dissociés 1) les uns des autres, 2) des pratiques inhérentes aux systèmes alimentaires qui génèrent systématiquement des risques pour la santé, et 3) des conditions socio-économiques et environnementales qui affectent la santé humaine — conditions qui, à leur tour, sont compromises par les activités des systèmes alimentaires. Le présent rapport entend

fournir cette vue d'ensemble, en identifiant les multiples voies selon lesquelles les systèmes alimentaires affectent la santé humaine. Ce rapport vise également à mettre en lumière la manière dont les rapports de force présents dans les systèmes alimentaires façonnent notre compréhension des impacts qu'ils génèrent. En d'autres termes, le présent rapport demande pourquoi les lacunes recensées dans la base de connaissance persistent, pourquoi les impacts négatifs sont systématiquement reproduits et pourquoi certains problèmes ne sont pas considérés comme des priorités politiques.

Le rapport identifie cinq grandes catégories d'impacts à travers lesquelles les systèmes alimentaires affectent la santé :

**1. Les risques professionnels.** Il s'agit des impacts en termes de santé physique et mentale dont sont victimes les agriculteurs et les travailleurs de la chaîne alimentaire. Ils peuvent provenir de l'exposition à des risques sanitaires dans les champs et les usines (i.e. exposition chronique à des substances chimiques; accidents sur la chaîne de montage ; pressions exercées sur les moyens d'existence). *La maladie est occasionnée par des conditions de travail dangereuses.*

**2. La pollution environnementale.** Il s'agit des impacts sur la santé qui proviennent de l'exposition à des environnements pollués « en aval » de la production. Ces risques peuvent découler de la pollution des sols, de l'air et de l'eau, ou de l'exposition à des pathogènes liés à l'élevage (par ex. contamination de l'eau potable par les nitrates, pollution de l'air provoquée par les activités agricoles, résistance aux antimicrobiens). *La maladie est occasionnée par des polluants dans l'eau, les sols et l'air.*

**3. Les aliments contaminés, dangereux et modifiés.** Il s'agit des maladies provenant de l'ingestion d'aliments contenant divers pathogènes (maladies d'origine

alimentaire) et des risques provoqués par des aliments dont la composition a été modifiée (par ex. nano-particules). *La maladie est occasionnée par des aliments impropres à la consommation.*

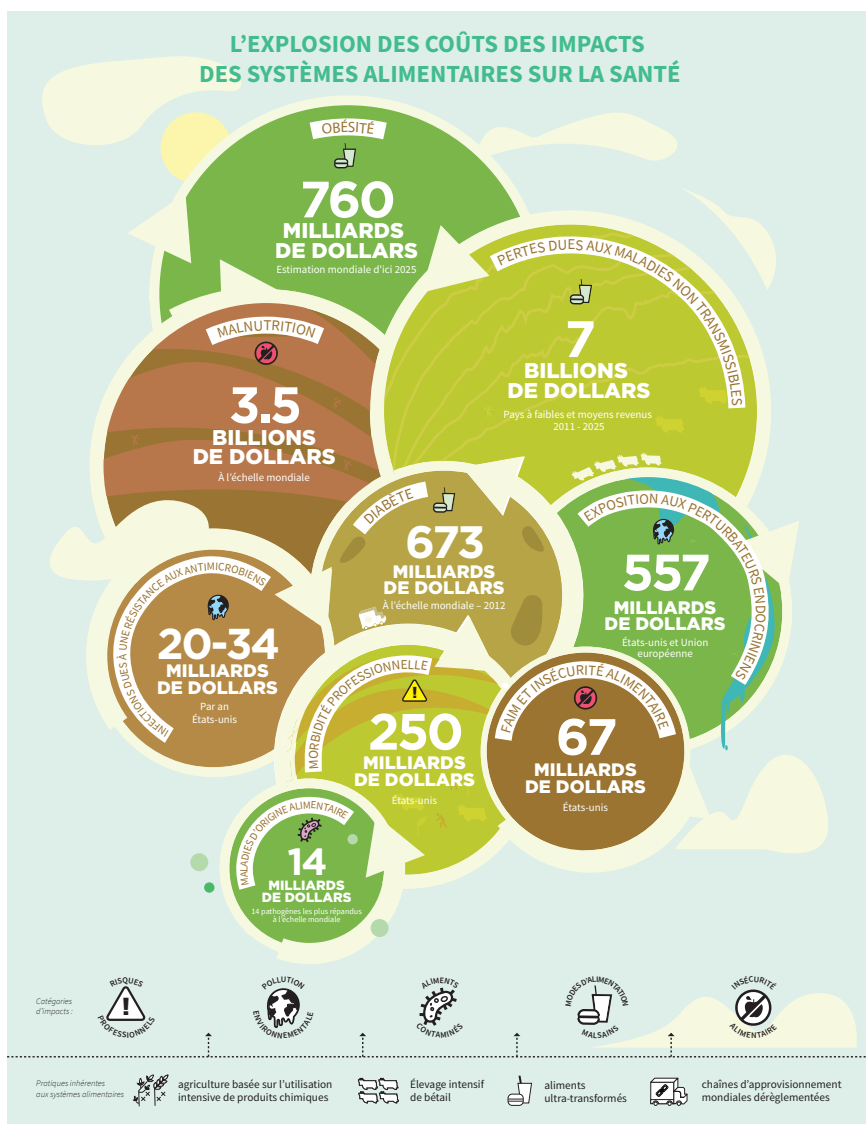
**4. Les modes d'alimentation nuisibles à la santé.** Il s'agit des impacts provoqués par la consommation d'aliments ou de groupes d'aliments susceptibles d'entraîner des problèmes de santé allant de l'obésité aux maladies non-transmissibles (i.e. diabète, cardiopathies, cancers etc.). Ces impacts affectent directement les individus à travers leurs habitudes alimentaires, elles-mêmes façonnées par l'environnement alimentaire dans lequel ces personnes évoluent. *La maladie est occasionnée par des régimes alimentaires néfastes.*

**5. L'insécurité alimentaire.** Il s'agit des impacts provoqués par un accès insuffisant ou précaire à des aliments culturellement acceptables et nutritifs (par ex. la faim ou les carences en micronutriments). *La maladie est occasionnée par un manque d'accès permanent à des aliments adéquats et acceptables.*

Un examen approfondi des preuves étayant ces impacts montre que :

**Il est urgent et primordial de procéder à la réforme des systèmes agricoles et alimentaires pour protéger la santé humaine.** Les impacts sanitaires générés par les systèmes alimentaires sont graves, de grande ampleur et étroitement liés aux pratiques alimentaires et agricoles industrielles. Ces impacts ne se limitent pas aux systèmes de production non-réglés dans certaines régions spécifiques, où aux personnes privées des avantages de l'agriculture moderne et des chaînes de valeurs mondialisées. Un grand nombre des impacts les plus graves sur la santé proviennent, en majorité, des pratiques agricoles et agroalimentaires industrielles, comme l'agriculture basée sur l'utilisation intensive de produits chimiques, l'élevage intensif, la production et commercialisation de masse d'aliments ultra-transformés ou le développement de chaînes d'approvisionnement mondiales en produits de base, longues et dérèglementées. La portée, la gravité et le coût de ces impacts suggèrent que les progrès accomplis par le passé dans le combat contre la faim, les maladies d'origine alimentaire ou les accidents du travail pourraient ralentir, voir reculer, alors que de nouveaux risques, maladies, et contaminations liés à l'alimentation émergent rapidement. Le modèle alimentaire et agricole industriel n'est pas l'unique responsable de ces problèmes, mais il a manifestement manqué d'apporter des solutions pouvant répondre à ces enjeux, de manière individuelle ou collective.

**Les impacts sanitaires des systèmes alimentaires sont interconnectés, se renforcent mutuellement et sont complexes — mais nous sommes suffisamment informés pour agir.** Les retombées négatives des systèmes alimentaires interfèrent avec d'autres variables telles que le changement climatique, les conditions insalubres et la pauvreté, elles-mêmes résultant en partie des systèmes alimentaires et agricoles actuels. Plusieurs de ces impacts se renforcent mutuellement. Par exemple, le travail sous pression dans les usines agroalimentaires génère un stress qui peut augmenter les risques de blessures corporelles ; les personnes déjà atteintes par la maladie risquent d'autant plus d'être touchées par l'insécurité alimentaire. Dans d'autres cas, les risques tendent à s'accumuler sur la durée et au travers des activités inhérentes



**Fig. 1. L'explosion des coûts des impacts sur la santé**

Outre leurs graves conséquences sur la santé humaine, les impacts sanitaires des systèmes alimentaires génèrent d'importants coûts économiques. Sur cette illustration figurent les dernières estimations annuelles des impacts les plus onéreux associés aux systèmes alimentaires.

aux systèmes alimentaires. Par exemple, il est particulièrement difficile de définir la source, ou les produits chimiques spécifiques qui seraient responsables d'une exposition chronique aux perturbateurs endocriniens. De même, les pathogènes zoonotiques et la résistance aux antimicrobiens peuvent se propager par de multiples voies au sein et autour des systèmes alimentaires. Cette complexité est réelle et pose de multiples problèmes, mais elle ne saurait justifier l'inaction.

**Les individus les plus affectés par les conséquences néfastes des systèmes alimentaires manquent de visibilité et de pouvoir, ce qui engendre d'importantes zones d'ombre dans la base de connaissances.**

Les conditions de travail précaires qui caractérisent les systèmes alimentaires mondiaux, génèrent une situation dans laquelle les personnes exposées aux risques sanitaires les plus graves ne sont ni vues, ni entendues. Le statut précaire des travailleurs salariés et migrants compromet notamment le signalement des pratiques abusives et des blessures. Les risques auxquels sont exposés les agriculteurs et les travailleurs agricoles des pays en développement sont particulièrement peu documentés. Ces zones d'ombre réduisent

les chances que ces problèmes soient considérés comme des priorités politiques, et continuent à exposer les populations marginalisées à d'importants risques sanitaires. Ceci est aggravé par la perte progressive de liens entre le grand public et la production alimentaire. Par conséquent, reconnecter les citoyens avec la réalité des aliments qu'ils consomment — et mettre en évidence le véritable coût de nos systèmes alimentaires — est essentiel pour dénouer les liens entre alimentation et santé.

**Le pouvoir — d'être visible, de formuler des propositions, de définir les termes du débat et d'influencer les trajectoires politiques — est au cœur du lien qui unit alimentation et santé.** De puissants acteurs, tels que le secteur privé, les gouvernements et les bailleurs de fonds, sont au cœur du lien entre l'alimentation et la santé. Ils génèrent des récits, des impératifs et des rapports de force inégaux, qui obscurcissent les répercussions sociales et environnementales de leurs actions. Les solutions qui prévalent omettent de traiter les causes fondamentales des impacts sanitaires et creusent les inégalités sociales déjà existantes. Ces solutions, qui s'appuient sur une industrialisation plus poussée des systèmes alimentaires, accordent un rôle toujours plus central aux acteurs disposant des moyens technologiques et bénéficiant d'économies d'échelles. Ces acteurs sont ainsi en capacité de produire des données, d'évaluer les risques et d'apporter des réponses provisoires, comme la biofortification ou les chaînes d'approvisionnement biosécurisées. La part de responsabilité des systèmes alimentaires industriels quant-aux risques sanitaires qu'ils engendrent (en perpétuant par exemple la pauvreté et le changement climatique) est ignorée. Par ailleurs, les personnes les plus affectées par les impacts sur la santé des systèmes alimentaires (comme les petits exploitants agricoles dans les pays du Sud) sont de plus en plus écartés des processus visant à établir des diagnostics et à identifier des solutions.

**Des mesures urgentes sont nécessaires pour réformer les pratiques des systèmes alimentaires et transformer la manière dont nous recueillons et transmettons les connaissances, dont nous développons une compréhension des enjeux et dont nous définissons les priorités.** Les cloisonnements disciplinaires dans les domaines politiques et scientifiques entravent la compréhension et la gestion des risques sanitaires présents dans les systèmes alimentaires. En effet, les structures de gouvernance et de recherche actuelles — soumises à des ancrages sociotechniques, à des dépendances de sentier, et au respect de priorités qui leurs sont propres — sont inadaptées pour répondre aux risques, à la fois corrélés et systémiques, qui émanent de nos systèmes alimentaires. Ces cloisonnements empêchent toute discussion sur les alternatives systémiques et les tiennent à l'écart des principaux débats scientifiques et politiques. Ainsi, les démarches nécessaires à la mise en place de ponts interdisciplinaires entre sciences et politiques sont tout aussi importantes que les mesures visant à réformer le fonctionnement des systèmes alimentaires — et pourraient être une condition préalable aux réformes.

**Il est essentiel que les données sur les impacts des systèmes alimentaires continuent à croître, mais un nouveau cadre de lecture est nécessaire pour interpréter et comprendre la complexité de ces données, et pouvoir agir en conséquence.** La réforme des systèmes alimentaire devra être informée par une diversité d'acteurs, de sources de savoirs et de disciplines ; et devra être fondée sur une base de connaissances solide, conforme, cohérente, et collectivement amandée.



**Cinq leviers interdépendants ont été identifiés pour construire des systèmes alimentaires plus sains.** Ces leviers montrent la voie pour comprendre et agir en faveur de systèmes alimentaires plus sains.

### **Levier n° 1 : PROMOUVOIR UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DES SYSTÈMES**

**ALIMENTAIRES.** La réflexion sur les systèmes alimentaires doit être encouragée à tous les niveaux. Cela signifie que nous devons systématiquement mettre en évidence les multiples connexions entre les différents impacts des systèmes alimentaires : entre la santé humaine et celles des écosystèmes, entre l'alimentation, la santé, la pauvreté et le changement climatique, et entre la durabilité sociale et environnementale. Ce n'est qu'à partir du moment où les risques sur la santé seront considérés dans leur globalité, à l'échelle mondiale, et en prenant en considération l'ensemble du système alimentaire, que nous pourrons définir correctement les priorités, les risques encourus et les concessions envisageables pour réformer nos systèmes alimentaires (comme la mise à disposition d'aliments à bas prix et son lien à l'insécurité alimentaire chronique, la pauvreté et les répercussions environnementales du modèle industriel). Ceci implique de transformer la manière dont les connaissances sont développées et diffusées dans nos sociétés, et d'enclencher une transition vers l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité (par ex. en utilisant de nouvelles méthodes d'évaluation des risques ou en modifiant les curriculums proposés par les universités et les écoles). La diffusion des concepts de « régimes alimentaires durables » et de « santé planétaire » contribue à promouvoir des discussions scientifiques holistiques et ouvre la voie au développement d'approches politiques intégrées. À plus petite échelle, la réflexion sur les systèmes alimentaires peut être encouragée au travers d'initiatives qui visent à reconnecter les individus aux aliments qu'ils consomment (par ex. les partenariats locaux et solidaires, ou les jardins potagers scolaires).

### **Levier n° 2 : RÉAFFIRMER QUE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE RELÈVE DE**

**L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.** Les priorités, les structures et les capacités dans le domaine de la recherche doivent être fondamentalement réalignées sur les principes d'intérêt général et de bien public, et sur la nature des défis auxquels nous sommes confronté-e-s (c.-à-d., les enjeux transversaux associés au concept de durabilité, et tout autre risque systémique). Des mesures spécifiques sont nécessaires pour contrer l'influence de certains acteurs qui façonnent, selon leurs propres intérêts, les connaissances scientifiques sur les impacts sanitaires des systèmes alimentaires. Par ailleurs, des mesures sont également essentielles pour réduire la dépendance de la recherche à l'égard des financements privés (par ex. instauration de nouvelles règles relatives aux conflits d'intérêts dans les revues scientifiques, initiatives visant à financer et mandater un journalisme et des travaux de recherche indépendants sur les impacts des systèmes alimentaires sur la santé). D'autres méthodes de recherche, impliquant un plus large éventail d'acteurs et de sources de connaissances, sont également requises pour rééquilibrer les règles du jeu et contester le cadrage actuel des enjeux (comme les approches dirigées par l'industrie, celles qui excluent les impacts sur certaines populations, ou celles qui transposent un parti pris en faveur des pays du Nord). De nouveaux investissements peuvent également s'avérer nécessaires pour permettre aux organisations intergouvernementales de collecter des données à grande échelle.

**Levier n° 3 : METTRE EN AVANT LES ALTERNATIVES.** Nous avons besoin de consolider la base de connaissances sur les externalités positives sur la santé des systèmes alimentaires alternatifs (comme la conduite des cultures et de l'élevage fondée sur des approches agroécologiques qui enrichissent les sols, y séquestrent le carbone et restaurent les fonctions écosystémiques telles que la pollinisation et la purification de l'eau). Il est essentiel de documenter et de communiquer sur le potentiel de ces systèmes alternatifs à : concilier productivité, résilience, équité sociale et bienfaits pour la santé ; à augmenter les rendements par la réhabilitation (et non au détriment) des écosystèmes ; à améliorer la nutrition en garantissant un accès à des aliments variés ; et à redistribuer le pouvoir en réduisant les inégalités. Ces résultats doivent être considérés dans leur ensemble, et comme une nouvelle base pour assurer la santé, en vertu de laquelle la santé humaine est co-dépendante de celle de la planète. Un panorama complet des alternatives exige également de documenter les initiatives déjà à l'œuvre au niveau politique. Une solide base de données sur les systèmes alimentaires alternatifs - qui décrit leur fonctionnement et comment ils peuvent être promus par la sphère politique - peut contester l'idée selon laquelle une logique toujours plus industrielle est seule solution pour réduire les impacts des systèmes alimentaires sur la santé.

**Levier n° 4 : ADOPTER LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION.** Les impacts sanitaires négatifs identifiés dans le rapport sont interconnectés, systémiques par nature, et se renforcent mutuellement. Cependant, cette complexité ne saurait justifier l'inaction. La prévention des maladies doit davantage être appréhendée par l'identification de facteurs de risques spécifiques (et non par leur cause), en regroupant une série de preuves provenant d'études et de disciplines différentes. D'autre part, ce processus de prévention se doit d'être informé par une base de connaissances pertinente, crédible, cohérente et collectivement amendée. Dans cette optique, il est à l'évidence nécessaire d'avoir recours au principe de précaution — développé pour gérer ces complexités, pour inciter les décideurs politiques à examiner les preuves afférentes aux facteurs de risques, et pour agir en conséquence — afin de protéger la santé publique.

**Levier n° 5 : CONCEVOIR DES POLITIQUES ALIMENTAIRES INTÉGRÉES DANS LE CADRE D'UNE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE.** Développer des politiques alimentaires intégrées régies par une gouvernance participative. Les processus d'élaboration des politiques doivent faire face à la complexité des systèmes alimentaires et aux risques sanitaires systémiques qu'ils génèrent. Des politiques alimentaires intégrées sont nécessaires pour venir à bout des partis pris traditionnels propres aux politiques sectorielles (comme l'orientation des politiques agricoles vers l'exportation) et pour aligner différentes politiques sur l'objectif d'établir des systèmes alimentaires durables sur le plan environnemental, social et économique. Des politiques alimentaires intégrées permettent d'examiner soigneusement les compromis à entreprendre, et servent de cadre de référence pour définir des objectifs systémiques sur le long terme (comme la réduction de la 'charge' chimique des systèmes alimentaires ou la mise en place de stratégies pour adresser les risques émergents, tels que la résistance aux antimicrobiens). Ces processus doivent être participatifs. La population doit être associée à la gestion publique des risques et à la définition des priorités, et se doit d'adhérer aux logiques et principes qui les sous-tendent.

**La construction de systèmes alimentaires plus sains représente une tâche monumentale qui exige des mécanismes plus démocratiques et plus cohérents en matière de gestion des risques et de gouvernance des systèmes alimentaires.**

Une multitude d'acteurs — décideurs politiques, petites et grandes entreprises du secteur privé, prestataires de soins de santé, groupes environnementalistes, organismes de défense des droits des consommateurs, agriculteurs, travailleurs du secteur agroalimentaire, et citoyens — doivent collaborer et se partager la responsabilité de cet effort.